

Bonjour,

J'espère que vous et vos proches allez bien.

Alda Cammarota a dit :

« *Ce qu'il y a de bien avec l'inflation, c'est que, quand on va au supermarché avec 20 \$, on en ressort plus vite qu'il y a un an* ».

Si la phrase prête à sourire, elle est en parfaite harmonie avec la situation actuelle.

Politique internationale :

Le mois d'octobre a été très riche sur le plan international mais malheureusement en augmentant les tensions entre états.

Brexit / pêche :

Depuis début octobre, le « torchon brûle » entre la France et le Royaume Uni sur la délivrance par Londres des permis de pêche aux bateaux français.

Les deux gouvernements « montrent les muscles » et s'invectivent, les tensions montent crescendo et les petites phrases fusent, Paris demandant l'appui « ferme » de Bruxelles.

Côté français, Paris menace de « réduire » les livraisons d'électricité à Jersey, M. Beaune (Secrétaire d'état) ajoute « il n'y a aucune raison que l'on n'ait pas accès à leurs eaux alors qu'ils ont accès à nos ports » et termine par « nous préparons un second ensemble de mesures au cas où les britanniques ne reprennent pas le dialogue ».

Côté britannique, alors que le Ministre de l'environnement a appelé au « calme » et à la désescalade, Boris Johnson, lui, promet de « faire le nécessaire » pour défendre les intérêts britanniques et menace de renforcer les contrôles des bateaux européens dans les eaux britanniques tout en convoquant l'ambassadrice de France à Londres.

Toujours est-il que le « conflit » n'est pas réglé et la dernière petite phrase en date du 29/10 ne va rien arrangé, puisque lors d'une interview au Financial Times, le président Macron a lancé une nouvelle pique : « quand vous faites l'opposé de ce qui a été décidé, ce n'est pas une grande preuve de votre crédibilité ». A suivre.

Crise des sous-marins australiens :

La polémique continue et pour l'ambassadeur français, l'Australie a été « puérile » de garder le secret.

En marge du sommet du G20 à Rome, le président Macron s'est entretenu avec Scott Morrison (Premier Ministre Australien) et a souligné « il appartient désormais au gouvernement australien de proposer des actions concrètes ».

De son côté M. Morrison a déclaré que « la relation entre les deux pays est plus qu'un contrat ».

Toujours en marge du sommet, le président Biden a rencontré le Président Macron à l'ambassade de France au Vatican afin d'évoquer ce camouflet pour la France et a tenté d'arrondir les angles lors de son allocution « Nous n'avons pas d'allié plus loyal que la France, vous êtes une des raisons pour lesquelles nous sommes devenus un pays. Ce que nous avons fait était maladroit, cela n'a pas été accompli de manière gracieuse ».

Le Président Macron a montré son mécontentement : « Nous avons enclenché un travail commun et une réponse politique, c'est l'avenir qu'il faut regarder. Nous sommes en train de reconstruire une relation de confiance, les déclarations c'est bien, les preuves c'est mieux ».

Les deux pays ont besoin l'un de l'autre et le fait que le président Macron prenne la présidence de l'Union Européenne au 1^{er} janvier pour six mois ne doit pas être étranger à ce début de réconciliation.

Nucléaire iranien :

Alors que l'on pensait le dossier en bonne voie, lors d'une rencontre (EU/Israël) mi-octobre la tension est montée d'un cran et les menaces se font plus précises, M. Blinken (Secrétaire d'état) a annoncé dans un communiqué : « les États Unis sont prêts à envisager toutes les options si les efforts diplomatiques pour sauver l'accord sur le nucléaire iranien échouent ».

De son côté M. Lapid (Ministre des Affaires Étrangères Israélien) a annoncé qu'Israël « se réserve le droit » de recourir à la force contre l'Iran pour l'empêcher de se doter de l'arme nucléaire.

Europe :

L'UE n'est pas en reste côté tension puisque la Pologne et la Hongrie sont dans le « collimateur » de Bruxelles après leurs dernières déclarations.

A propos de la Pologne, M. Beaudouin a déclaré « il y a quelques principes sur lesquels on ne transige pas (...) Je n'ai aucun état d'âme ».

Le fait que le parlement polonais valide la construction d'un mur « anti migrants » à la frontière avec la Biélorussie ne va pas arranger les choses.

Monde :

La « guerre » commerciale que se livre Washington et Pékin continue, alors que Mme Yellen s'est entretenue avec le vice Premier Ministre chinois, le régulateur américain a révoqué l'autorisation d'opérer de China Telecom sur le sol américain. Ce nouveau revers n'a pas manqué de faire réagir Pékin qui dénonce une « répression » injustifiée.

Sur le plan économique :

L'accord mondial sur la fiscalité des entreprises devrait être ratifié prochainement puisque, sous la trop forte pression internationale, l'Irlande et l'Estonie ont cédé, sentant le vent tourner en leur défaveur, les deux pays relèvent leur impôt sur les sociétés à 15% pour rejoindre l'accord.

France :

S'il y avait besoin d'une preuve de la reprise de l'économie en France, l'incroyable chiffre 514 000 créations nettes d'emploi en 2021 devrait suffire. C'est 200 000 de plus qu'en 2019.

On note aussi une baisse significative du chômage de 5,8% sur les chômeurs de Catégorie A (sans aucune activité) et une baisse de 1,9% sur le nombre de personnes inscrites à pôle emploi toutes catégories confondues.

Selon l'Insee, la croissance atteint 3% au 3^{ème} trimestre malgré une baisse de 0,2% de la consommation des biens des ménages mais bien tirée par la réouverture des secteurs liés aux loisirs et au tourisme ou la hausse des dépenses des ménages s'est fortement accélérée à près de 5% sur le 3^{ème} trimestre.

Le gouvernement en profite pour relever sa prévision de croissance à 6,25% du PIB pour l'année 2021.

De son côté Renault réaffirme viser plus de 700 000 véhicules produits en France par an.

Stellantis n'est pas en reste, le groupe annonçant qu'il va investir 152 millions € sur son site de La Janais (35). Dans le même temps, le site d'Hourdain (59) va produire un utilitaire léger et un autre modèle pour Fiat.

Globalement l'économie française est une des plus dynamiques d'Europe, la plupart des entreprises françaises voient leurs chiffres d'affaires et leurs bénéfices progresser au 3^{ème} trimestre :

Sanofi : Les ventes sont en hausse de plus de 10% et son bénéfice net en hausse de 19%.

Total Energies : Profitant de la remontée des cours, l'entreprise voit son bénéfice net multiplié par 23 !!! En parallèle, l'entreprise investit 200 millions € pour équiper ses stations d'autoroutes en borne de recharge haute puissance et développe l'éolien offshore.

ST Microelectronics voit son chiffre d'affaires augmenté de 7% et s'attend à une marge brute de 43%.

CAP Gemini, le géant de l'informatique, affiche une hausse de 13% de son chiffre d'affaires.

Airbus affiche un bénéfice net de 404 millions € et maintient son objectif de livraison de 600 avions commerciaux.

BNP Paribas affiche un bénéfice net en hausse de 32%

Air France/KLM réduit ses pertes après une « belle saison estivale » et va rembourser 500 millions € de prêt garanti par l'état « dans les prochaines semaines ».

Safran affiche un chiffre d'affaires en hausse de 10% avec une très bonne trésorerie.

La liste est longue des entreprises françaises en bonne santé et en hausse, on aurait pu citer LVMH avec + 20% sur ses ventes ou encore Kering, Interparfums, SMCP (Sandro, Maje, Claudie Pierlot, De Fursac), Publicis, Maisons du Monde, ...

La reprise est là, réjouissons-nous.

Europe :

Selon le FMI, la zone euro est une des zones économiques les plus en croissance, à tel point qu'il a relevé ses prévisions de croissance de la zone à + 5% contre 4,6% en juillet.

Traditionnellement le « moteur » de l'Europe, l'Allemagne est un peu plus à la peine, ce malgré une baisse du taux de chômage à 5,4%, elle voit ses commandes industrielles chuter de 7% et particulièrement plus touchés par les différentes pénuries mettant à mal son industrie.

Si Daimler voit son bénéfice en hausse de 19%, ses ventes ont baissé, et que dire de Volkswagen qui a vu ses ventes chutées de 24% et son bénéfice de 12%.

Le gouvernement a révisé ses prévisions de croissance à 2,4% contre 3,5% initialement.

L'économie européenne se porte bien, et les entreprises européennes ont largement progressé au 3^{ème} trimestre, on peut citer Unicredit (Italie) à + 55% de bénéfices, Solvay (Belgique) qui enregistre un bond de 55% de son bénéfice, Repsol (Espagne) à + 32%, Nokia (Finlande) dont le bénéfice a doublé, Essilor/Luxottica (Franco-Italienne) à + 33%, Holcim/Lafarge (Suisse), ENI (Italie)...

États-Unis :

Le 3^{ème} trimestre a été plus compliqué, essentiellement dû aux différentes pénuries, la croissance s'affiche à 2% sur le trimestre contre 6,7% sur le trimestre précédent.

Les créations d'emplois (194 000) déçoivent, laissant le taux de chômage à 4,8% malgré des pénuries de main d'œuvre dans les emplois les moins attractifs.

Sur les marchés :

Le début du mois d'octobre a été compliqué sur les marchés tant les tensions économiques et politiques ont été dense. Les publications des chiffres trimestriels des entreprises fin octobre ont été très bonnes et ont facilité un retour au calme.

Bien que la situation du géant immobilier Evergrande se dégrade, les actions chinoises rebondissent après des mois compliqués. La clarification des règlements par le gouvernement chinois a permis de faire revenir les investisseurs étrangers.

Comme l'on pouvait s'y attendre, deux secteurs présentent des augmentations spectaculaires, la tech et l'énergie bien tiré par la flambée des prix des énergies fossiles (Gaz, Pétrole, Charbon).

Si Schneider Electric, Twitter, Spotify, Samsung Electronics, Panasonic, Sony, TSMC (semi-conducteurs) voient leurs chiffres s'envoler, ce n'est rien comparé à la tech Américaine et ses chiffres « insolents » :

Alphabet (Google) à + 41%, Microsoft à + 22%, Meta (Facebook) à + 9 milliards \$, et les deux derniers dont les chiffres « déçoivent », Apple + 20,5 milliards \$ et Amazon à + 3,2 milliards \$. Bon nombre d'entreprises se satisferaient de ces chiffres décevants.

L'information du mois est sans conteste la capitalisation boursière de TESLA qui vient de dépasser les 1 000 milliards \$, soit + 45% depuis le début de l'année. Ainsi, TESLA vaut plus que l'ensemble des constructeurs automobile réunis (Renault 10 milliards €, Volkswagen 100 milliards €, Toyota 280 milliards \$,...), alors que sa production est bien inférieure à tous les autres constructeurs.

Plusieurs raisons à la bonne marche de l'entreprise, en premier lieu la commande de 100 000 Modèle 3 par Hertz qui a contribué à l'embellie mais aussi des véhicules à très fortes valeurs ajoutées qui permettent d'engendrer de très belles marges.

Pénurie et inflation :

Difficile de passer à côté de l'inflation tant elle est importante dans certains pays, 5,5% en Espagne, idem pour l'Allemagne à 4,6% sur un an glissant, ou encore 5,4% aux États Unis, la France n'est pas en reste avec une inflation de 2,9%.

Si la majeure partie est due à l'augmentation des prix de l'énergie, une grosse partie concerne les pénuries de pièces et de matières premières, rajoutons les difficultés dans l'approvisionnement qui bloquent les chaînes de production tant la chaîne logistique est perturbée.

La vigueur de la reprise économique est telle que la chaîne logistique ne peut pas suivre, à titre d'exemple, le port de San Francisco est capable de décharger 5 à 6 cargos par jour (ce qui est déjà considérable), sauf qu'il y a plus de 40 navires qui attendent à l'arrêt, au large, pour décharger créant un engorgement difficile à résorber entraînant, mécaniquement, une pénurie de pièces.

Conséquence de ces attentes, le coût du transport maritime augmente et les containers viennent à manquer, leurs prix ont été multiplié par 10 !!!

Ainsi les entreprises se retrouvent contraintes d'arrêter leur production, c'est le cas de l'automobile dont certaines usines en Europe ont fermé temporairement, Volkswagen à un déficit de production de 600 000 véhicules tout comme le groupe Stellantis qui déplore aussi la non production de 600 000 véhicules. Mais c'est le cas aussi pour Apple qui se voit contraint de réduire sa production d'iPhone 13, ou encore Ikéa qui manque de meubles et qui s'attend à souffrir une bonne partie de l'année 2022.

Tous les secteurs sont touchés, le bricolage, les vêtements et les chaussures commencent à manquer aussi, tout comme les jouets dont nombreux s'accordent à dire qu'il n'y en aura pas pour tout le monde à Noël notamment les jouets électroniques qui souffrent des pénuries de semi-conducteurs.

Si l'on peut se « passer » de ces biens de consommation, la flambée du prix des denrées alimentaires de base due à de mauvaises récoltes est plus problématique.

Le paquet de pâtes est un très bon exemple pour comprendre l'augmentation des coûts.

Sur un an, la semoule de blé dur a augmenté de 30%, le carton d'emballage de 30%, le plastique d'emballage de 25% et le film pour filmer les palettes de 20%.

Selon l'ONU, le prix du panier moyen a augmenté de 1,2% sur un mois et de 30% sur un an !!!

Lors de la réunion de la BCE, Mme Lagarde a annoncé : « la poussée de l'inflation sera plus longue que prévue mais temporaire ». Essayons d'y croire.

Mon analyse :

La violence du choc industriel que provoque la pénurie de composants et de matières premières est impressionnante et il convient d'en suivre l'évolution afin d'orienter au mieux nos investissements.

La CDP (Carbon Disclosure Project) est une organisation à but non lucratif qui publie des données sur l'impact environnemental des plus grandes entreprises. Elle vient de publier une étude annonçant que moins de 1% des fonds sous gestion sont alignés sur les objectifs climatiques et de développement durable. Depuis plusieurs années, nos allocations d'actifs sont investies à plus de 20% dans ce type de fonds.

Malgré les pénuries et l'inflation grandissante, les entreprises génèrent des bénéfices, signe que la reprise économique est là.

N'étant pas, ou de manière famélique, investi sur les matières premières, les énergies fossiles ou encore l'Asie, bien que légèrement touché par contagion, nous subissons très peu les mouvements de marchés importants.

Nos positions étant résilientes et continuant de générer des plus-values, à ce jour, sauf cas particulier, il n'y a aucune raison de les modifier.

Aussi je conserve le biais dynamique de nos allocations tout en me réservant la possibilité d'effectuer quelques ajustements en fonction des mouvements de marchés ou des opportunités.

Mon analyse est forcément subjective et ne reflète que mon point de vue, à ce jour, en fonction des éléments à ma disposition au 31 octobre 2021.

Si la stratégie de base est celle décrite, je l'adapte et la personnalise régulièrement en fonction des évolutions de la crise sanitaire, des marchés et des politiques mises en place, tout en conservant le cap initial.

J'espère que cette note vous permettra d'affiner votre réflexion, je reste à votre disposition pour tout complément d'information.

En parallèle, si vous étiez en désaccord avec la stratégie mise en place, n'hésitez pas à m'en informer afin de la réajuster en fonction de votre demande.

Prenez soin de vous

Germain Soriano
06 64 73 64 75